e hongroise

Le Service Économique auprès de l’Ambassade de France en Hongrie est également un service extérieur de la Direction Générale du Trésor .

Ses missions sont d’assurer l'analyse et la veille économique et financière, sur une base macroéconomique et sur une base sectorielle, d’animer les relations économiques, financières et commerciales bilatérales et de soutenir le développement international des entreprises françaises. Jean-Claude Bernard, Conseiller Économique en charge de ce service en Hongrie nous livre son analyse de la situation actuelle du pays.

Quelle est votre analyse de la situation économique actuelle en Hongrie ?

Comme d’autres pays, la Hongrie connaît, en 2012, une année assez difficile puisque le pays est techniquement en récession depuis deux trimestres. Le gouvernement a décidé de modifier ses prévisions de croissance pour 2012, qui étaient légèrement positives à + 0,1 et qui sont révisées à -1,2%Ce qui s’explique par le fait que la demande intérieure, la consommation des ménages, et l’investissement ne repartent pas comme c’était espéré. Seule l’exportation tire l’activité et ce n’est pas suffisant pour générer de la croissance.

Les exportations se font principalement vers l’Allemagne qui est le premier client et le premier fournisseur. La croissance allemande était très forte jusqu’à l’année dernière et a ralenti cette année. Si l’on se projette vers l’avenir, pour 2013, l’Allemagne ne devrait pas faire beaucoup plus de 1 % de croissance, la France de l’ordre de 0,7-0,8, et cela ne suffira pas pour entraîner une dynamique favorable pour la Hongrie. En conséquence, le chiffre de 1 % de croissance pour 2013, qui reste le chiffre attendu par le gouvernement hongrois ne sera pas évident à atteindre.

Certains économistes ont même évoqué la possibilité d’une faible récession en Hongrie pour 2013...

Cela me semble un peu pessimiste. La Hongrie devrait sans doute connaître une légère croissance en 2013.

Certains économistes américains envisagent la possibilité d’une quatrième crise européenne du fait des situations de l’Italie et de l’Espagne. Qu’en pensez-vous et quelles pourraient en être les conséquences pour la Hongrie ?

On ne peut jamais totalement écarter les scénarios catastrophes. On l’a vu en 2008, les choses se sont dégradées très rapidement et nous avons connu une très forte récession. La situation est quand même différente aujourd’hui, car un certain nombre de processus d’amortissement de crise ont été mis en place. Le mécanisme européen de stabilité financière et la nouvelle attitude de la banque centrale européenne qui peut maintenant venir acheter un certain nombre d’obligations d’États ou d’actifs sur les marchés ont amélioré la perception qu’ont les marchés de la situation et devraient donc permettre d’améliorer la conjoncture.

Quelle est la situation en ce qui concerne la ligne de précaution d’environ 15 milliards d’euros demandée au FMI et à la Commission européenne

depuis novembre 2011 ?

Hors cas d'urgence, ce type de négociations prend du temps, et une durée d'un an n'est pas anormale. Les choses ont pris un peu de retard car les négociations se sont engagées tardivement et la mission conjointe n'est venue qu'en juillet car, de part et d'autre, il ne semblait pas y avoir d'urgence à négocier. Le gouvernement hongrois a indiqué qu'il souhaitait alléger les conditionnalités classiques du FMI pour prendre en compte la spécificité de la politique économique hongroise.

On a vu se dégager aujourd'hui un consensus pratiquement partagé par tous les pays de l'Union européenne sur la nécessité de relancer un certains nombre de moteurs de l'économie. La priorité absolue est, bien sûr, le rétablissement des finances publiques des pays de la zone euro pour éviter une crise de confiance dans la monnaie mais il y a eu une prise de conscience du fait qu'il fallait aussi se préoccuper de la croissance par une politique d'investissements financée en partie par les banques de développement européennes. Lorsque la politique économique hongroise est mieux expliquée, sa prime de risque a tendance à diminuer. Par ailleurs, il y a un début de sentiment plus favorable sur les marchés en matière de dettes souveraines. Même s'il n'y a pas d'urgence absolue, la Hongrie a intérêt à signer un accord avec le FMI pour faire baisser son coût de financement ce qui lui permettra de consacrer cette économie budgétaire à des actions de relance ciblées. On peut espérer, qu'en fonction de la rapidité avec laquelle des consensus se dégageront, un accord pourrait survenir entre décembre 2012 et mars 2013, mais on ne peut pas considérer que c'est acquis.

Où en sommes-nous en matière d'investissements directs étrangers en Hongrie ?

Même s'il y a eu des restructurations, on ne perçoit pas de désengagement des investisseurs en Hongrie. La Hongrie a énormément privatisé son économie entre 1995 et 2005. Au cours de cette période, elle a donc attiré plus d'investisseurs que dans les pays voisins.. Depuis quelques années, les réinvestissements ne sont plus systématiques ce qui signifie que l'outil a tendance à vieillir. Comptablement le flux des investissements entrants est moins élevé que les flux sortants. C'est préoccupant. Aujourd'hui, les investissements sont plus importants dans l'automobile ou dans l'industrie. Dans les activités de services, on perçoit une hésitation voire un retrait de la part des investisseurs dû à une volonté apparente du gouvernement hongrois d'un retour de certains services dans la sphère publique. On l'a vu, par exemple, en ce qui concerne les services de l'eau, avec la revente par

suez-Environnement et de RWE de leurs parts, après d’assez longues négociations avec la municipalité de Budapest. C’est aussi le cas pour le gaz avec les négociations entamées avec E.on. L’initiative actuelle du gouvernement, qui vise à nouer des partenariats plus importants avec les entreprises multinationales, va dans le bon sens et pourrait permettre de lutter contre un attentisme qui est surtout dû à une perception globale d’insécurité en matière juridique et fiscale. Par ailleurs, nous pensons, contrairement à certains, que le dynamisme des investissements étrangers, dans le secteur des services est un élément fondamental de la compétitivité hongroise. C’est aussi très important pour l’emploi en Hongrie, je suis sûr que les citoyens hongrois s’en rendent compte.

- 2 vues

Catégorie
Agenda Culturel